RÉSUMÉ

1. Depuis le dernier examen de la politique commerciale de l'Islande, réalisé en 2012, cette politique a fait l'objet d'un certain nombre de changements importants. Les droits de douane visant les produits non agricoles ont été entièrement supprimés et ceux visant certains produits agricoles ont été réduits. En outre, plusieurs mesures ont été prises et des projets sont en cours pour améliorer les procédures douanières, et de nouveaux accords de libre-échange ont été signés. En revanche, bien que la nouvelle réglementation applicable au secteur agricole ait pris effet en 2017, pour la période 2017-2026, ce secteur continue d'être protégé par des droits de douane élevés et soutenu par des subventions. Par ailleurs, des restrictions à l'investissement étranger demeurent dans certains secteurs, notamment ceux de la pêche et de l'énergie.

2. Depuis 2012, le pays poursuit ses efforts pour se relever de la grave crise économique qui a éclaté en 2008. Le PIB a progressé de 3,8% en moyenne pendant la période 2012-2016 et le PIB par habitant a atteint près de 60 000 dollars EU en 2016. Pendant cette période, la croissance a été tirée par les services relatifs au tourisme, tandis que la part des secteurs de la pêche traditionnelle, de la transformation du poisson et de l'aluminium dans le PIB a diminué.

3. L'Islande étant une petite économie ouverte dotée de ressources naturelles limitées, le commerce revêt une grande importance, les exportations et importations de marchandises et de services ayant représenté l'équivalent de plus de 90% du PIB en 2016. Les principaux produits exportés étaient le poisson et les produits à base de poisson, ainsi que l'aluminium et les ouvrages en aluminium, qui représentaient ensemble plus de trois quarts de la valeur des exportations de marchandises en 2016. Toutefois, l'excédent du commerce des marchandises enregistré en 2012 s'est transformé en déficit en 2014, les importations ayant augmenté et les exportations ayant diminué en raison de la baisse des prix de l'aluminium et des volumes des exportations de poisson. L'UE est la principale destination des exportations (elle en absorbe près des trois quarts) et la principale source des importations islandaises (elle en représente près de la moitié). Le déficit du commerce des marchandises a été plus que compensé par l'excédent croissant du commerce des services, qui s'expliquait principalement par le développement du tourisme. Ce dernier est aujourd'hui le principal secteur exportateur de l'Islande et les services relatifs au tourisme (transports et voyages) étaient à l'origine de près de 80% des recettes issues des services enregistrées par l'Islande en 2016. Cela a donné lieu à un excédent de la balance des services relatifs au tourisme de 300 milliards de couronnes islandaises.

4. Presque toutes les restrictions temporaires à certains types de transferts de capitaux transfrontières et d'opérations de change qui avaient été introduites après l'effondrement du secteur bancaire ont été supprimées. Une stratégie de libéralisation des mouvements de capitaux a été mise en place en 2015 et le contrôle de ces mouvements a été progressivement réduit. En mars 2017, les restrictions sur les opérations de change et les mouvements transfrontières de monnaie nationale et de devises ont été en grande partie levées.

5. L'Islande est un Membre actif de l'OMC, mais elle affiche un bilan mitigé en matière de notifications puisque, pour les années 2012 à 2016, elle n'a présenté aucune notification concernant les OTC, les licences d'importation ou les règles d'origine préférentielles et seulement deux notifications SPS. En revanche, plusieurs des notifications qu'elle a présentées ont été distribuées au premier semestre de 2017, y compris en ce qui concerne le soutien interne à l'agriculture pour les années 2013 à 2015, les nouvelles règles applicables aux marchés publics et les entreprises commerciales d'État.

6. L'Islande étant membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et de l'Espace économique européen (EEE), bon nombre de ses lois et politiques commerciales et liées au commerce sont étroitement liées à celles de l'Union européenne; l'Islande fait partie du marché intérieur, qui prévoit la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des travailleurs. Toutefois, certaines questions comme la politique commerciale et la fiscalité ne sont pas prises en compte dans le cadre de l'EEE et l'agriculture est couverte par des accords bilatéraux. En 2015, l'Islande et l'UE ont conclu un nouvel accord bilatéral sur le commerce des produits agricoles qui prévoyait l'élimination ou la réduction des droits de douane pour un éventail de produits, l'augmentation du volume de certains contingents tarifaires existants et la mise en place de nouveaux contingents tarifaires. Conformément à cet accord, l'Islande doit appliquer le même niveau de protection que l'UE pour les produits bénéficiant d'une indication géographique (IG) enregistrés dans l'UE.

7. L'Islande est partie à 32 accords préférentiels réciproques, pour l'essentiel dans le cadre de l'AELE, trois nouveaux accords étant entrés en vigueur pendant la période considérée (ceux conclus avec la Bosnie-Herzégovine, avec certains États d'Amérique centrale (le Costa Rica et le Panama) et avec le CCG). En outre, pendant cette même période, l'Islande a conclu un ALE pour son propre compte avec la Chine.

8. Depuis 2012, plusieurs projets ont été mis en œuvre pour améliorer les procédures douanières, notamment l'introduction d'un système de gestion des risques et l'établissement d'un système de contrôle de la qualité. De plus, des travaux sont actuellement menés en vue de mettre en place un programme d'opérateur économique agréé, un système de guichet unique, le document administratif unique révisé et un système électronique de dédouanement des navires. L'instrument de ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges a été présenté à l'OMC le 31 octobre 2016.

9. L'Islande a réalisé une avancée importante en éliminant les droits de douane pour l'ensemble des produits non agricoles, les droits visant les vêtements et les chaussures ayant été supprimés le 1er janvier 2016 et ceux visant les autres produits, le 1er janvier 2017. En conséquence, près de 90% des lignes tarifaires sont maintenant en franchise de droits, contre 70% en 2012. En outre, les droits appliqués pour certains produits agricoles ont été réduits. Le droit moyen global est ainsi tombé de 8,3% en 2012 à 4,6% en 2017. Cependant, les droits frappant plusieurs groupes de produits agricoles, en particulier la viande, les produits laitiers, les plantes et les fleurs, restent élevés et prennent souvent la forme de droits non *ad valorem* complexes. Néanmoins, la moyenne des droits appliqués pour les produits agricoles est tombée à 20% en 2017, contre 29% en 2012, bien que les droits soient nettement plus élevés pour certains produits, comme les produits laitiers. Environ 95% des lignes tarifaires sont consolidées et les droits non consolidés s'appliquent pour un large éventail de produits, y compris certains combustibles et engrais et certaines machines, qui sont désormais tous visés par des droits appliqués nuls. Il n'a pas été possible de calculer les équivalents *ad valorem* des droits consolidés en raison de la nature complexe de certains de ces droits. Toutefois, il n'existait aucun cas où les droits appliqués étaient supérieurs aux droits consolidés.

10. Plusieurs produits agricoles font l'objet, soit de contingents tarifaires au titre de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC ou d'ALE, soit de contingents autonomes. Dans bien des cas, le droit actuellement appliqué pour les lignes tarifaires visées par des contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC est égal ou inférieur au droit contingentaire consolidé et le contingent n'est donc pas utilisé.

11. L'Islande n'a jamais utilisé ni ouvert d'enquêtes antidumping ou d'enquêtes en matière de droits compensateurs, et n'a jamais utilisé le mécanisme de sauvegarde spéciale pour l'agriculture, bien que sa législation douanière l'y autorise, et elle se réserve le droit d'utiliser ce mécanisme pour 390 lignes tarifaires. L'Islande n'a pas de législation relative aux sauvegardes globales, même si les accords de libre-échange auxquels elle est partie contiennent généralement des dispositions en matière de sauvegardes. D'après les notifications qu'elle a présentées à l'OMC, l'Islande n'a accordé aucune subvention à l'exportation pour les produits agricoles depuis le 31 août 1998.

12. Bien que les lois relatives aux mesures SPS aient fait l'objet d'un certain nombre de modifications pendant la période considérée, ces lois restent strictes et se justifient par le fait que les animaux domestiques présents en Islande sont très vulnérables aux parasites et aux maladies exotiques. Les importations de certains produits sont interdites et d'autres sont soumises à des contrôles et à des prescriptions en matière de licences. En général, l'Islande applique les règles de l'UE visant les produits alimentaires et les aliments importés doivent être conformes aux prescriptions qui sont au moins équivalentes à celles en vigueur dans l'UE.

13. La nouvelle législation prévoit des incitations à l'investissement régional; l'ancienne législation est devenue caduque à la fin de 2013. L'Autorité de surveillance de l'AELE avait constaté que certains des projets approuvés au titre de l'ancienne législation étaient incompatibles avec l'Accord sur l'EEE. La nouvelle législation prévoit des incitations fiscales en faveur des investissements réalisés en dehors de la région de Reykjavik; ces incitations représentent au maximum 15 à 35% de l'investissement initial selon la taille de l'entreprise, le pourcentage le plus élevé s'appliquant aux plus petites entreprises. En outre, des incitations aux activités de recherche et à l'investissement sont accordées sous la forme de crédits d'impôt et de dons.

14. Bien qu'aucune modification substantielle n'ait été apportée à la législation sur la concurrence pendant la période considérée, l'Autorité de la concurrence (ICA) met activement en œuvre ladite législation; au cours de la période 2012-2017, elle a empêché une fusion, imposé des conditions pour 25 fusions et infligé des amendes à 17 entreprises pour entente ou abus de position dominante, pour un montant total de plus de 22 millions d'euros. Par ailleurs, dans un avis publié en 2015, l'ICA a indiqué qu'en raison des accords sur la répartition des créneaux à l'aéroport de Keflavik, Icelandair bénéficiait *de facto* d'une priorité concernant les créneaux les plus importants.

15. Pendant la période à l'examen, le cadre juridique des marchés publics a été profondément modifié; en effet, la nouvelle loi sur les marchés publics et d'autres lois et règlements (y compris de nouveaux seuils) ont été introduits afin d'aligner la législation sur les règles de l'EEE. La nouvelle loi, qui s'applique à l'État, aux administrations locales, à leurs institutions et aux autres organismes publics, vise à garantir le traitement égal des opérateurs économiques, à favoriser l'efficacité dans les activités du secteur public par la concurrence active et à promouvoir l'innovation et le développement dans les marchés publics de fournitures, de travaux et de services. L'Islande est partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) depuis 2001 et a achevé les procédures pour devenir partie à l'AMP révisé, qui est entré en vigueur pour l'Islande le 6 avril 2014.

16. Outre les changements apportés à la législation sur divers aspects de la propriété intellectuelle, y compris en ce qui concerne les indications géographiques (IG), la Loi sur le droit d'auteur et une nouvelle structure des droits, d'autres modifications sont prévues pour aligner les lois nationales sur les règles de l'EEE. Par ailleurs, la Politique de la propriété intellectuelle 2016-2022, publiée en 2016, contient un certain nombre de propositions visant à réexaminer les lois, à promouvoir le rôle de la propriété intellectuelle dans l'économie et à améliorer les procédures d'enregistrement des droits de propriété intellectuelle et les moyens de faire respecter ces droits. La nouvelle loi et le nouveau règlement sur les IG s'appliquent aux produits alimentaires, aux vins, aux spiritueux et à plusieurs autres produits. Le nom du produit peut être protégé si le produit est originaire d'une région spécifique, s'il possède des qualités ou des caractéristiques propres à cette région et si sa production, sa transformation et sa préparation s'effectuent dans cette région. Le nom du produit doit être enregistré auprès de l'Autorité islandaise des produits alimentaires et vétérinaires (MAST). De plus, dans le cadre de l'Accord sur le commerce des produits agricoles conclu avec l'UE, l'Islande doit prévoir une protection pour une liste de 1 150 IG de l'UE.

17. L'agriculture représente une petite part du PIB et de l'emploi, mais reste un secteur important pour l'Islande sur les plans historique, social et culturel et bénéficie d'un niveau relativement élevé de protection et de subventionnement. Les importations (492 millions de dollars EU en 2016) ont dépassé les exportations (95 millions de dollars EU). Les politiques intérieures ont été révisées dans le cadre des nouveaux accords conclus entre le gouvernement et l'Association des agriculteurs islandais pour la période 2017-2026. S'agissant des produits laitiers et du secteur bovin, le système de quotas de production reste en place mais doit être révisé en 2019 pour examiner la faisabilité d'une abolition de ces quotas, les versements par tête de bétail sont maintenus et les versements pour le lait doivent être augmentés; par ailleurs, les droits au soutien (versements directs à tous les producteurs laitiers et éleveurs en activité) doivent être progressivement supprimés. Pour ce qui est des ovins, les droits au soutien doivent là aussi être éliminés progressivement, tandis que les primes d'assurance de la qualité doivent être augmentées et des versements par tête de bétail doivent être institués. Ces changements, parmi d'autres, entraîneront probablement une légère diminution du soutien total à l'agriculture pendant la période de mise en œuvre des accords. Le soutien à l'agriculture en couronnes islandaises a augmenté pour la période 2012-2016 au titre des catégories verte, bleue et orange utilisées par l'OMC et pour la période 2012-2015 au titre des indicateurs de l'OCDE que sont l'estimation du soutien total et l'estimation du soutien aux producteurs (EST et ESP). Le secteur laitier est le secteur le plus soutenu; en 2016, il a reçu 18,5 des 21,3 milliards de couronnes islandaises que représente le soutien total au titre de la catégorie orange et s'est partagé 0,7 milliard de couronnes avec le secteur bovin au titre de la catégorie bleue. Globalement, l'ESP atteignait près de 26 milliards de couronnes en 2015, soit 56% des recettes agricoles brutes, le troisième montant le plus élevé parmi les pays de l'OCDE.

18. Bien que les parts de la pêche et de la transformation du poisson dans le PIB aient diminué, elles restent relativement importantes et représentaient respectivement 4,6% et 2,7% en 2016. Les exportations totales de poisson et de produits à base de poisson se sont élevées à 1 925 millions de dollars EU en 2016, soit 43% des exportations de marchandises, contre 134 millions pour les importations. La politique de la pêche n'a pas beaucoup changé au cours des quelques dernières années. D'après l'évaluation des stocks faite par l'Institut de recherche sur les ressources marines et en eau douce (MRFI), les totaux des prises autorisées sont fixés et alloués individuellement à chaque navire sous le régime du contingent individuel transférable. En outre, plusieurs initiatives et restrictions relatives aux engins de pêche s'appliquent, les rejets d'espèces commerciales sont interdits et les propriétaires de navires ne doivent pas quitter le port s'ils ne disposent pas d'un contingent suffisant pour l'expédition. Selon l'OCDE, l'estimation du soutien à la pêche pour 2012-2014 a été négative sur la base d'une contribution annuelle moyenne nette du secteur de la pêche de 4,4 milliards de couronnes islandaises, les droits acquittés étant plus élevés que les estimations de soutien. Cette estimation était positive pour 2015, année au cours de laquelle le montant du soutien aux services d'intérêt général était supérieur au montant des droits pour le recouvrement des coûts. La participation étrangère dans les entreprises de pêche et de transformation du poisson est limitée à 25% en cas de participation directe et à 49% en cas de participation à la fois directe et indirecte, bien que la participation étrangère directe soit autorisée à hauteur de 33% dans certains cas.

19. Les sources d'énergie hydroélectrique et géothermique sont nombreuses en Islande et les tarifs de l'électricité applicables aux consommateurs industriels sont les plus bas de l'EEE. Cela a entraîné l'établissement d'industries grosses consommatrices d'énergie, comme des fabricants d'aluminium, et l'aluminium et les alliages d'aluminium représentent aujourd'hui plus d'un tiers des exportations totales de marchandises (1,5 milliard de dollars EU). Seules les personnes domiciliées dans des pays membres de l'EEE ou de l'AELE peuvent réaliser des investissements, détenir des droits d'exploitation énergétique et produire et distribuer de l'énergie, et Landsnet, une entreprise privée, détient un droit exclusif pour la fourniture de services de transport d'électricité.

20. Depuis la crise financière, le système bancaire s'est stabilisé et redressé. Il se compose actuellement de quatre banques commerciales et de quatre banques d'épargne (contre neuf banques en 2012). Deux des banques commerciales sont entièrement détenues par l'État, qui a par ailleurs une participation minoritaire dans une troisième banque. La restructuration des banques a aussi eu pour effet de diminuer le ratio des prêts improductifs au total des prêts, celui-ci étant tombé d'un niveau record de 20% en 2010 à 2,1% en 2016. En juin 2015, les autorités avaient annoncé un plan en vue du règlement des actifs patrimoniaux des banques en faillite et des avoirs extraterritoriaux restants en couronnes islandaises (composés surtout de dépôts bancaires, de bons du Trésor et de parts sociales). En juin 2016, la Banque centrale a organisé la première de trois ventes aux enchères volontaires en euros pour les détenteurs d'avoirs en couronnes à l'étranger, le taux de change utilisé étant basé sur une échelle variable dépendant du volume de l'offre. Les aides directes de l'État en faveur du secteur financier ont atteint environ 34% du PIB. Toutefois, d'après les estimations, le montant des capitaux recouvrés (principalement composés d'actions de banque et de créances subordonnées, ainsi que de contributions à la stabilité des actifs patrimoniaux des banques en faillite) représentait près de 43% du PIB, l'État ayant ainsi enregistré des gains nets équivalant à plus de 9% du PIB. Pendant la période considérée, la réglementation a fait l'objet de plusieurs changements visant, entre autres, à établir de nouveaux organismes chargés d'évaluer le système financier, les risques systémiques et la stabilité financière, ainsi que d'élaborer des politiques. En outre, plusieurs autres mesures ont été introduites, y compris de nouvelles règles en matière de liquidité, des ratios de liquidité, des réserves de fonds propres et des règles concernant les crédits hypothécaires à la consommation.

21. Depuis 2010, le tourisme s'est considérablement développé et, en 2016, il représentait environ 10% du PIB et près de 40% des recettes issues des exportations de marchandises et de services. Les dépenses totales en faveur des activités liées au tourisme ont augmenté, celles-ci étant passées de 93 milliards de couronnes islandaises en 2009 à 222 milliards en 2015. Cette augmentation peut être attribuée non seulement aux paysages uniques et autres attraits de l'Islande, mais aussi à la dépréciation de la couronne islandaise après la crise financière, à une meilleure desserte par des liaisons aériennes et à une amélioration des campagnes de commercialisation. Le tourisme est aussi à l'origine de l'accroissement du nombre de passagers aériens, qui s'explique également par le fait que les compagnies aériennes islandaises offrent désormais une solution financièrement plus viable pour les passagers de vols transatlantiques et

par la promotion du pays comme plate-forme transatlantique. Le nombre total de passagers passant par l'aéroport de Keflavik est estimé à environ 9 millions pour 2017.

22. Depuis 2012, l'Islande a amélioré les conditions du commerce et de l'investissement sur son territoire, ce qui explique en partie le fait que cette économie se soit redressée et se développe rapidement. Le pays ayant une faible population et des ressources naturelles limitées (à part l'énergie et le poisson), le commerce continue de jouer un rôle important, mais les exportations se concentrent dans les secteurs du tourisme, du poisson et des produits à base de poisson, ainsi que de l'aluminium et des ouvrages en aluminium. C'est pourquoi l'Islande reste vulnérable aux chocs, y compris à l'appréciation de la couronne islandaise, à la surchauffe de l'économie et aux conséquences du Brexit. Toutefois, l'exposition à court terme aux facteurs extérieurs a diminué: à la fin de 2016, la dette extérieure totale s'élevait à 23,4 milliards de dollars EU, contre 105,8 milliards en 2012, et les réserves internationales étaient supérieures à 7 000 milliards de dollars EU (en partie du fait du règlement des actifs patrimoniaux des banques en faillite). En outre, malgré les incertitudes quant au Brexit et alors que la croissance repart dans l'UE – principal partenaire commercial de l'Islande –, les perspectives en matière de commerce de marchandises et de services devraient continuer de s'améliorer.